

Corée du Sud : le mandat présidentiel de Yoon Suk-yeol débuté sur un chemin parsemé d'embûches

Jean-Yves Colin

N#2022-05

10 Mai 2022

Foreword:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale.

Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

 Asia Centre

experts & trends

A propos de l'auteur:

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

 Asia Centre

experts & trends

Corée du Sud : le mandat présidentiel de Yoon Suk-yeol débute sur un chemin parsemé d'embûches

Jean-Yves Colin

10 Mai 2022

Voilà deux mois que le candidat conservateur Yoon Suk-yeol l'emportait sur son concurrent progressiste Lee Jae-myung. Quant au président Moon Jae-in, il a quitté Cheong Wa Dae, le palais présidentiel le 9 mai en fin d'après-midi et annoncé renoncer à la vie politique. La période de transition entre le sortant et l'entrant aura duré deux mois, période relativement longue pendant laquelle le nouveau président a désigné une équipe de transition dirigée par Ahn Cheol-soo, candidat dit réformiste qui s'est rallié à lui quelques jours avant le scrutin, a procédé à la désignation de son équipe de conseillers présidentiels et de ses futurs ministres venant pour l'essentiel du Parti Populaire du Peuple (PPP) même si quelques exceptions, ex-progressistes ou personnalités civiles, sont notables, et a annoncé quelques décisions concrètes ainsi que ses orientations politiques - traduites par son équipe de transition en 110 propositions réunies en 6 chapitres et présentées début mai. Pour autant le nouveau Président et son gouvernement doivent se mesurer à une Assemblée Nationale élue pour 4 ans - la Corée du Sud a un système parlementaire monocaméral - et où le Parti Démocrate qui soutenait Moon Jae-in dispose de la majorité (171 députés sur 300) à la suite des élections générales d'avril 2020.

Les escarmouches de la transition

Cette période de transition a naturellement été émaillée d'escarmouches entre progressistes et conservateurs, et donc indirectement entre les deux présidents. Ceux-ci se connaissent bien puisque Moon Jae-in avait nommé Yoon Suk-yeol au poste de procureur général et que ce dernier avait démissionné avec grand fracas sur fond de scandale lié au ministre de la Justice Chu Kok et des agissements de son épouse.

La première escarmouche a concerné une réunion entre les deux présidents prévue quelques jours après la victoire de Yoon Suk-yeol puis reportée à l'initiative de ce dernier... le Président Moon appelant à un « dialogue franc et sincère » et le nouveau Président à une « communication étroite sur base de confiance mutuelle»...propos qui ont reflété davantage une méfiance qu'une confiance.

La seconde a eu trait au projet de déménagement du palais présidentiel annoncé par l'équipe de transition au motif que Cheong Wa Dae serait le symbole d'un « pouvoir impérial » et surtout solitaire. Un conseiller du président sortant en a rapidement mis en cause l'opportunité en soulignant les difficultés techniques et les effets en chaîne puisque la présidence s'installera dans des locaux plus centraux du ministère de la défense qui lui-même devra emménager ailleurs. Par ailleurs une « journée portes ouvertes » a été organisée le jour de l'investiture à Cheong Wa Dae pour rompre l'isolement de ce lieu par rapport à la population coréenne. Ce souhait d'un contact

populaire a trouvé une autre expression : un bain de foule lors de la cérémonie d'investiture devant l'Assemblée Nationale.

A cela s'est ajoutée une controverse sur un éventuel pardon présidentiel de l'ancien président Lee Myung-bak après celui de l'ex-présidente Park Geun-hye pour raisons de santé en fin 2021. C'est une controverse quelque peu paradoxale dans la mesure où il serait reproché à Moon Jae-in de pardonner à un président du camp conservateur alors que, au-delà des propos de circonstance, le PPP y est largement favorable. Après avoir examiné plusieurs options, tenant compte de sondages hostiles et arguant de difficultés de calendrier liés au court laps de temps qui lui restait, le Président Moon a fait savoir qu'il ne procéderait pas à ce pardon ni d'ailleurs à ceux de Lee Jae-yong, héritier du groupe Samsung et vice-président de Samsung Electronics, et de Kim Kyung-so, ancien gouverneur de la province de Gyeongsang du Sud, réputé proche de lui. Ce faisant il a agi avec prudence et sans doute habilement en laissant un problème délicat à son successeur.

Au lendemain de l'élection en mars les propos de Yoon Suk-yeol relatifs à une enquête sur d'éventuels abus dans le cadre de projets immobiliers dans l'ancienne municipalité du candidat Lee Jae-myung et pouvant impliquer des proches de celui-ci n'étaient pas de nature à apaiser les relations entre les deux camps politiques.

Plus récemment la sortie de la crise de la Covid-19, en particulier l'arrêt du port du masque, a fait l'objet de divergences entre l'équipe de transition et le gouvernement de Moon Jae-in. Sur la base d'avis de ses experts médicaux et au vu de la baisse des cas journaliers de contamination de 620 000 au moment de la présidentielle à un niveau variant entre 20 000 une semaine avant l'entrée en fonction du nouveau Président et 40 000 la veille de cette investiture, le gouvernement Moon a décidé de lever le port obligatoire du masque. Si les règles sanitaires avaient déjà été assouplies dans les semaines précédentes sans poser de difficulté, notamment celles de distanciation et relatives aux lieux culturels et de distraction, ce ne fut pas le cas pour la levée du port du masque qui a un caractère symbolique; l'équipe de transition, par la voix de Ahn Cheol-soo, souhaitait qu'elle n'intervienne que dans la seconde quinzaine de mai et voulait l'inscrire dans un plan d'aménagement de la politique de santé ; le gouvernement en place a voulu agir au plus vite et ne pas laisser le gain politique de ce choix à la nouvelle équipe.

- **La permanence du débat sur le pouvoir d'enquête des procureurs**

En réalité, pendant la transition, le principal sujet de conflit entre la présidence qui va s'effacer et celle qui sera chargée du pays a concerné les projets de loi portant sur la réforme du pouvoir d'enquête des procureurs et du code de procédure criminelle, en réduisant au profit de la police leurs pouvoirs d'enquête dans les cas de corruption et de crimes économiques au bénéfice d'un organisme spécifique. Après des manœuvres de filibustering à l'assemblée de la part de députés du PPP, la majorité du PD les a votées et le Président Moon les a promulguées le 3 mai lors de son dernier Conseil des Ministres. Cette question empoisonne la vie politique depuis la démission du ministre de la Justice Cho Kuk et les vifs débats qui ont suivi entre ses successeurs et le Parquet. L'étendue du pouvoir des procureurs – tout comme la rivalité entre procureurs et police – est un sujet

récurrent de la politique intérieure coréenne qui a entraîné la démission de plusieurs hommes politiques et parfois leurs suicides depuis plus de vingt ans et en fait depuis la fin des présidences militaires. Le PPP a annoncé envisager une modification de la loi référendaire pour procéder à un référendum sur ces changements. Dans les dernières semaines, le Président Moon a cherché à faire avancer un compromis mais cette initiative a échoué car les députés du PD ont inclus les cas relatifs aux élections et responsables publics dans ceux retirés du pouvoir des procureurs. Quant au Procureur Général actuel, Kim Oh-soo, il a menacé de démissionner, considéré cette atteinte aux droits d'enquête du Parquet comme anticonstitutionnelle et envisagé une demande de saisine de la Cour Suprême. Le nouveau Président Yoon, dans sa campagne, a promis davantage de pouvoir et d'autonomie pour les procureurs. Il est donc très probable que cette question du pouvoir des procureurs restera très « brûlante » entre progressistes et conservateurs, avec des positions éventuellement changeantes selon que l'on est ou non au pouvoir ou dans l'opposition, où des proches sont menacés.

- **Un début incertain de présidence en termes de situation économique et de relations internationales**

Outre cette question très directement politique, la nouvelle présidence risque d'être confrontée à des difficultés économiques dans les mois à venir contrastant avec un héritage très positif de l'administration précédente. Pendant la crise de la Covid-19, la croissance économique n'avait que très légèrement fléchi en 2020 (- 0,9 %) et avait été robuste en 2021 (+ 4 %) ; avant la très forte reprise des contaminations en février-mars de l'année en cours, où les estimations de croissance étaient de 3 %. Depuis, plusieurs facteurs d'incertitude pèsent sur l'économie sud-coréenne : l'impact de la phase Omicron sur la consommation des ménages sans qu'une nouvelle vague puisse être écartée à l'automne, ce qui explique en partie le maintien de règles strictes à l'entrée des touristes ; les effets des confinements en Chine qui ont mécaniquement un effet récessif sur l'économie chinoise qui croît au rythme de 5 % au mieux, et celles de ses voisins, dont la Corée du Sud, pour laquelle la Chine est un partenaire important ; les annonces de ralentissement de la croissance dans quasiment tous les pays industrialisés ou émergents lié à la guerre en Ukraine et à la désorganisation des échanges en résultant. Le Premier Ministre désigné Han Duck-soo en est très conscient : il a, de fait, fait de la stabilisation économique sa priorité et annoncé sa volonté de simplifier l'organisation des marchés pour trouver de nouveaux relais de croissance. Le risque d'un ralentissement de l'économie est accompagné de la quasi-certitude de progression de l'inflation : la hausse des prix atteint désormais 4,1 %, en partie due à celle des matières premières, des produits alimentaires et des énergies fossiles, mais aussi d'une inflation de base de presque 3 %. Cette situation conduit la Banque de Corée, qui avait prévu une inflation de 3,1 % en 2022, à de nouvelles augmentations de son taux d'intérêt directeur (trois hausses en moins d'un an, celle du 14 avril le fixant à 1,5 %).

La crise ukrainienne est également l'occasion de réexaminer la politique énergétique sud-coréenne. Si à son arrivée le Président Moon avait annoncé réduire le recours à l'électricité nucléaire en diminuant le nombre des réacteurs de 24 à 17 et fixé à 2060 la date de sortie du nucléaire, le nouveau Président inverse cette orientation ; il se réfère à

la guerre en Ukraine, à la nécessité de verdir les ressources énergétiques (le charbon représentant plus de 40 % de son électricité produite) et à un souhait de consolider une industrie qui figure parmi les premières au monde ; il a aussi mentionné le changement de la politique française en matière nucléaire pour justifier cette inversion.

S'agissant des questions internationales, le nouveau Président et son gouvernement restent bien évidemment dans l'axe stratégique de l'alliance avec les Etats-Unis. La question nord-coréenne demeure le sujet central ; les tests nord-coréens de missiles (15 au cours des premiers mois de 2022, le dernier le 7 mai), la perspective de reprise d'essais nucléaires et le discours fin avril de Kim Jeong-un devant des militaires appelant à « contrecarrer de manière préventive et complète toutes les tentatives dangereuses et actions menaçantes, y compris menaces nucléaires toujours croissantes des forces hostiles, si nécessaire » ne font qu'exacerber cette question. Yoon Suk-yeol, dès le début avril, a rendu visite au Camp Humphreys à 70 kms au sud de Seoul, siège des forces américaines en Corée du sud (28 500 soldats), où il a rencontré le chef de ces forces et du commandement des forces combinées, un général américain, et son adjoint, un général coréen. Il y a fait part de « l'excellente capacité de dissuasion de l'alliance militaire Corée du sud – Etats-Unis... et de sa détermination à accroître davantage la solidarité de cette alliance ». Dans son discours d'investiture le Président Yoon a voulu montrer une attitude d'ouverture à l'égard de Pyongyang en évoquant « un plan audacieux qui renforcera grandement l'économie de la Corée du Nord et améliorera la qualité de vie de son peuple ». Il a conditionné ce plan à un « engagement véritable de dénucléarisation complète ». A ce titre, La visite du Président Biden à Seoul prévue du 20 au 22 mai est donc très attendue.

Le nouveau Président souhaite aussi améliorer les relations avec le Japon. Son Premier Ministre a récemment déclaré que « les relations avec le Japon sont difficiles mais cette histoire ne doit pas entraver notre économie ou notre avenir ». Une délégation coréenne de 7 membres du PPP s'est rendue à Tokyo pendant 5 jours à compter du 25 avril pour y rencontrer de nombreuses personnalités nippones, y compris le Premier Ministre Fumio Kishida, le ministre des Affaires Etrangères Yoshimasa Hayashi – qui représenta le Japon à la cérémonie d'investiture – et celui du Commerce International et de l'Economie Koichi Hagiuda, notamment pour discuter des restrictions actuelles au commerce bilatéral. Les participants à ces réunions, japonais et coréens, se sont accordé sur la normalisation des relations bilatérales via la coopération et la confiance, mais sont restés peu explicites sur les moyens d'y parvenir. Le décès le 1^{er} mai d'une des dernières survivantes de celles qu'on dénomme « femmes de réconfort » – il en reste désormais 11 – est un rappel pour les deux gouvernements de la difficulté à résoudre cette source de tension entre Tokyo et Seoul. Reste à voir comment Tokyo répondra ou non à la volonté d'apaisement de Seoul, et comment le nouveau Président fera accepter un accord éventuel.

S'agissant de la guerre en Ukraine, la Corée du Sud – tout comme le Japon – a voté contre l'agression russe à l'Assemblée Générale des Nations Unies du 2 mars et en faveur de la suspension de la participation russe à la Commission des droits de l'homme de l'ONU le 7 avril. Elle cherche pour autant – là aussi comme son voisin nippon – à gérer au mieux de ses intérêts s'agissant des importations énergétiques venant de Russie. La période de

transition a sans doute été une opportunité pour les responsables coréens nouveaux et anciens afin de prendre leurs marques au regard de l'arrivée du Président américain et de ses attentes.

Au final, le début de la présidence Yoon ne sera probablement pas aisé. La situation économique sera globalement moins favorable, affectera les populations les plus fragiles et rendra plus difficile la résolution ou la recherche de solutions aux problèmes structurels de la société sud-coréenne (le coût du foncier, les inégalités, l'éducation, l'endettement des ménages...) malgré la bonne situation des comptes publics. Le Président et son gouvernement se heurteront à une guérilla parlementaire. Le vice-Premier Ministre et ministre de l'Éducation désigné, Kim In-chul, a ainsi été contraint à renoncer à son poste en raison d'allégations de manque d'éthique, relatives à des donations reçues par lui et ses proches dans ses fonctions précédentes de président de l'université Hankuk d'études étrangères. L'audition parlementaire de confirmation du Premier Ministre Han Duck-soo, la seule à être nécessaire, a dû être reportée, deux partis (le PD et le Parti de la Justice) ayant indiqué ne pas disposer d'informations suffisantes sur divers points le concernant (impôts, opérations immobilières...); le Premier Ministre désigné a aussi été attaqué sur le niveau de sa rémunération au sein du très connu cabinet d'avocats Kim & Chang, d'éventuels conflits d'intérêt résultant de son activité passée et sa participation à une réception officielle en l'honneur de l'Empereur du Japon en 2013. Certes, contrairement à son engagement de campagne électorale, le Président Yoon a abandonné son projet très controversé de supprimer le ministère de l'égalité hommes-femmes et de la famille; et le chef de son équipe de transition a seulement évoqué une réorganisation progressive mais il n'est pas certain que ce recul suffise à apaiser les opposants à son administration.

Les prochaines élections locales au tout début juin seront presque... un « second tour », en tout cas un test de la popularité pour le nouveau Président, son gouvernement et le PPP. Elles concerneront tant les gouverneurs des régions que les municipalités (à Seoul le maire mais aussi les maires d'arrondissement). Des élections partielles (7) auront également lieu en même temps. Le perdant de la présidentielle, Lee Jae-myung (PD), se présentera à Incheon, porte d'entrée de la Corée du Sud par son aéroport international et ville en quasi-continuité avec Seoul (elle n'en est séparée que d'environ 40 kms); l'ex-chef de l'équipe de transition Ahn Cheol-soo se présentera comme candidat de la majorité présidentielle à Seongnam au sud de Seoul, ex-fief électoral de Lee.

Bien que jeune démocratie, la Corée du Sud en connaît tous les aspects : alternance des partis, persistance de rivalités aux dimensions autant personnelles que de fond, alliances à géométrie variable... et sondages d'opinion ininterrompus, le dernier de la présidence Moon accordant au Président sortant une cote de popularité un peu plus élevée qu'au Président nouveau !